DOSSIER DE PRESSE
film JE VEUX BIEN
au cinéma le 14 octobre 2026

presse : François Vila / francoisvila@gmail.com / 06 08 78 68 10

distribution : la Compagnie des 9muZ / contact@9muz.fr / 06 11 17 79 91

résumé

France 2026 : vivre sans emploi, ça peut arriver, mais sans aucun revenu… comment dire ?
Votée en décembre 2023, la loi Plein emploi conditionne l'allocation du RSA au fait d'apporter la preuve de “15 à 20 heures d'activités hebdomadaires”. Fortement troublés par cette conditionnalité imposée à des millions de personnes précaires, les auteurs du film se lancent dans une enquête et partent à la rencontre de personnes concernées à différents titres par les conséquences de cette loi.

intentions des auteurs : au commencement, le projet de série De Base

En 2023, Boris Claret, Isabelle Dario et Vincent Glenn ont lancé le développement de la collection documentaire De Base. Première intention : mettre en lumière les fondements de la protection sociale en France, comprendre ses récentes régressions et participer à une réflexion sur ce que pourrait être, tout à fait dans un autre sens, une sécurité sociale étendue. Je veux bien est le premier opus de cette collection.
Les questions originelles étaient : comment améliorer la situation dans un pays comme la France marqué par un chômage structurel massif ? Que deviennent le « travail » et le « social » au sein d'une économie à la fois globalement très riche et violemment inégalitaire ? Quand la *Loi plein emploi* a été appliquée, en janvier 2025, cette volonté initiale de réaliser une série au long cours a été percutée par l'actualité : l'imposition de « 15 à 20 heures d'activités hebdomadaires » a été assez largement médiatisée, mais qu'est-ce que ça veut dire concrètement ? De quelles activités parle-t-on ? Qu'implique le « décret sanction » entré en vigueur en juin 2025 ? ***Je veux bien*** est né en cherchant à documenter ces questions.

une lutte en cours, une procédure devant le conseil d'Etat

Avec les chiffres de la précarité qui ont tendance à grimper encore plus sûrement que le mercure, il y a des questions que de plus en plus de gens ont envie d'aborder. Tandis que nous finalisions le film, 16 organisations déposaient un recours collectif devant le Conseil d'État pour dénoncer le caractère liberticide de la loi Plein emploi, en particulier la multiplication des contrôles liée à son application : la CGT, la CFDT, l'Union syndicale Solidaires, la FSU, le Secours Catholique, ATD Quart Monde, le collectif des mères isolées, l'UNSA, Emmaüs France, Ligue des Droits de l'Homme, l'association Coorace, APF France handicap, Solidarité Paysans, Aequitaz, l'association Changer de Cap & le Mouvement National des Chômeurs et Précaires (MNCP). Cette « Coalition RSA » s'est aujourd'hui élargie à 22 organisations de la société civile en incluant : le Mouvement français pour un revenu de bases (MFRB), la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS), Sud emploi, la Fondation Logement, la Quadrature du net, la Fédération des centres sociaux et socio-culturels (FCSF).

le « social », un mot simple, des enfumages sophistiqués

Trop souvent dans les grands médias, les débats sur le « social » sont brouillés voire maquillés ou orientés selon une stricte orthodoxie néo-libérale : l'expression « charges sociales » a tendance à effacer la notion de « cotisations sociales » et les mécanismes de redistribution qui lui sont liées. Face aux arguments technocratiques qui martèlent les notions de performance et d'innovation, à l'heure de l'extension des fameuses IA, Je veux bien est une approche documentaire avec, avant tout, des personnes en chair, en os et en émotions. Il est également conçu comme un réservoir argumentaire permettant de

participer aux débats en connaissance de cause, en tentant de saisir les intentions politiques qui se trament, parfois fort simplement, derrière un vocabulaire techno-économique mystificateur.

Des chiffres et des humains
pour s'entendre un peu sur ce que l'on appelle « social ».

• Cotisations sociales : sommes prélevées sur les salaires ou les revenus pour financer la protection sociale

• Protection sociale : La protection sociale regroupe l'ensemble des mécanismes de prévoyance collective qui aident les individus à faire face aux risques de la vie.
La protection sociale est principalement assurée par :

• La Sécurité sociale : le pilier central du système. Elle gère le régime de base et se divise en plusieurs branches (comme l'Assurance Maladie, la branche Famille avec la Caisse Nationale des Allocations Familiales, et l'Assurance Retraite).

• Les organismes complémentaires : Ils interviennent en complément des remboursements de base de la Sécurité sociale. Cela inclut les mutuelles, les institutions de prévoyance et les sociétés d'assurance.

• L'assurance chômage et les régimes d'aide sociale : gérés par des acteurs spécifiques comme France Travail et l'Unédic pour l'accompagnement et l'indemnisation des demandeurs d'emploi, aux côtés de l'État et des collectivités territoriales qui financent les minima sociaux (comme le RSA) et l'aide médicale.

En France (2026) :

• environ 350 000 personnes vivent sans domicile, un chiffre record qui regroupe à la fois les personnes dormant à la rue et celles logées dans des structures d'hébergement d'urgence. Environ 20% d'entre-elles sont d'ancien.ne.s détenu.e.s.

• 40 à 45% des jeunes sans-abris sont d'anciens enfants placé à l'ASE.

• environ 27 % des étudiants sont considérés comme précaires, soient 800 000 personnes dont la situation est marquée par :
- 69 % des étudiants précaires disposent de 100 € ou moins par mois une fois le loyer et les charges payés.
- un tiers des étudiants sautent régulièrement des repas faute d'argent.
- environ un étudiant sur deux doit travailler en plus de ses études pour subvenir à ses besoins.
- les étudiants ne sont pas éligibles au RSA, une majorité d'entre eux, en difficulté financière, ne touche pas de bourse du CROUS**

• entre 7 et 9 millions de personnes recourent chaque année à l'aide alimentaire

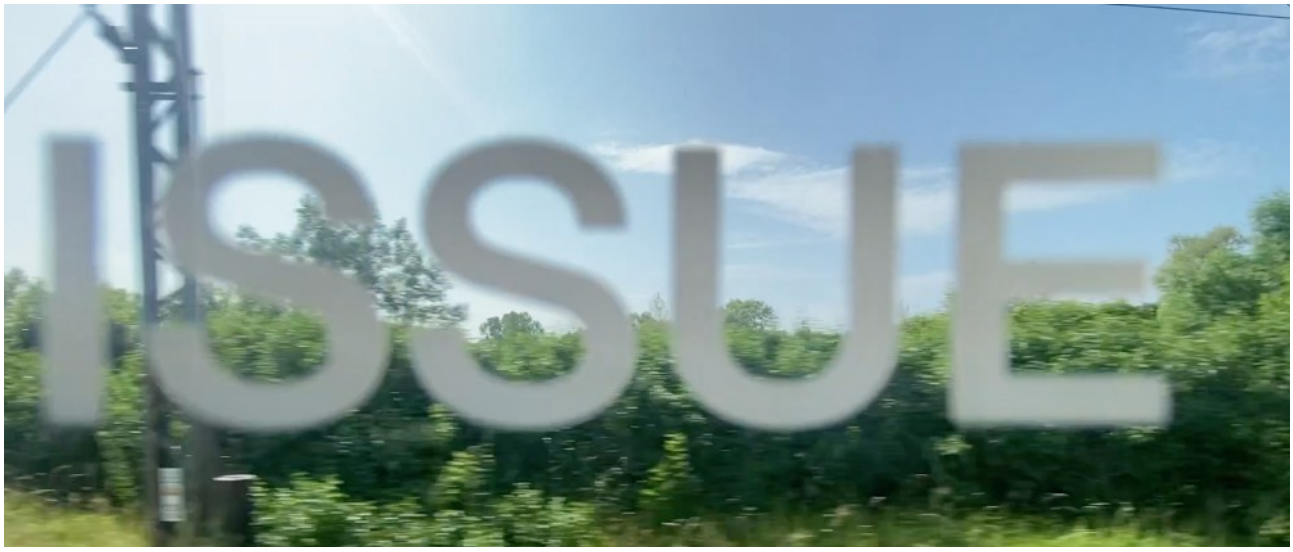
**CROUS : Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires. C'est un établissement public lié au Ministère de l'Enseignement supérieur qui aide les étudiants pour améliorer leurs conditions de vie.

faire « bouger les lignes » ?

Les réalisateurs affichent une modestie radicale face à cette question. Les objectifs politiques sont portés par des organisations, des associations, des partis et des syndicats. Faire monter la pression sur les travailleurs précaires était un choix politique qui peut être remis en question par d'autres priorités politiques. Ce n'est donc pas un film qui pourra directement changer les choses. Mais le cinéma documentaire peut assurément y prendre une part. D'abord en cherchant à éclairer les débats, en clarifiant sans sacrifier les nuances, ensuite en situant les enjeux dans leur dimension "culturelle". La culture ne devrait pas être rétrécie à un élément de divertissement ou de décoration, c'est le socle d'une civilisation, l'ensemble de ses références communes. Plus spécifiquement, les salles de cinéma représentent un des lieux qui forment l'agora moderne : des lieux où l'on débat des affaires de la cité, où citoyens et citoyennes peuvent se documenter et s'entre-informer.

« Nous vivons dans un monde plutôt désagréable, où non seulement les gens, mais les pouvoirs établis ont intérêt à nous communiquer des affects tristes. La tristesse, les affects tristes sont tous ceux qui diminuent notre puissance d'agir. Les pouvoirs établis ont besoin de nos tristesses pour faire de nous des esclaves. (...) Les pouvoirs ont moins besoin de nous réprimer que de nous angoisser, ou, comme dit Virilio, d'administrer et d'organiser nos petites terreurs intimes. (...) On a beau dire « dansons », on est pas bien gai. On a beau dire « quel malheur la mort », il aurait fallu vivre pour avoir quelque chose à perdre. Les malades, de l'âme autant que du corps, ne nous lâcheront pas, vampires, tant qu'ils ne nous auront pas communiqué leur névrose et leur angoisse, leur castration bien-aimée, le ressentiment contre la vie, l'immonde contagion. Tout est affaire de sang. Ce n'est pas facile d'être un homme libre : fuir la peste, organiser les rencontres, augmenter la puissance d'agir, s'affecter de joie, multiplier les affects qui expriment un maximum d'affirmation. Faire du corps une puissance qui ne se réduit pas à l'organisme, faire de la pensée une puissance qui ne se réduit pas à la conscience. »

Gilles Deleuze et Claire Parnet



FICHE TECHNIQUE

JE VEUX BIEN
71mn - France - 2026
Coréalisé par Isabelle Dario, Boris Claret et Vincent Glenn
Co-Production La Trame - Compagnie des 9Muz
Distribution : Compagnie des 9Muz – DHR Distribution

Avec par ordre d'apparition à l'écran :

Béatrice : bénévole aux Jardins de Foug et pour l'association Emplettes et cagettes
Jean-Michel Champougny : Terrassier - Ouvrier agricole - Comédien
Victor : Collectionneur d'expériences
Pierre Dharréville : Ancien député PCF des Bouches du Rhône - Journaliste
Benjamin Lucas : Député des Yvelines - Conseiller Régional Haut de France
Nina : Sophrologue
Prune Helfter-Noah : Magistrate Judiciaire - Mouvement Utopia
Lisa Dvornicic : Animatrice de communautés – chargée de mission secteur socio-culturel
Léon Régent : Retraité - Ecrivain - MFRB
Grégoire Verrière : Apiculteur - Conseiller Régional Auvergne Rhône Alpes
Sophie Rigard : Chargée de projet au Secours Catholique
Thibaut Guilluy : Directeur général de France travail
Vincent Lalouette : Secrétaire général adjoint de la FSU emploi
Denis Gravouil : Secrétaire confédéral CGT en charge de l'assurance chômage et du RSA
Gérard Mordillat : Ecrivain - Cinéaste
Roland Gori : Psychanalyste – Essayiste
Mathilde : Conseillère emploi France Travail / Solidaires Sud Emploi
Nabila Oumakhlouf : Psychologue à France Travail / Solidaires Sud Emploi
Patrick : bénévole aux Jardins de Foug et pour l'association Emplettes et cagettes
Séverine et Damien : Maraîchers - Allocataires du RSA
Florine Garlot : Enseignante chercheuse en Sciences de l'information
Séverine et Damien : Maraîchers
Benjamin Lucas : Député des Yvelines - Conseiller Régional Haut de France
Henri : Travailleur social
Djibril Maïga : Photographe - Musicien
Isabelle Doresse : Vice-présidente de l'association ATD quart-monde
Guy Valette : Co-fondateur du Mouvement Français pour un Revenu de Base

renfort tournages image et son

David Even, Barbera Visser, Florian Perrudin, Caroline Garcia De Las Bayonnas, Françoise Noyon, Mihai Tranca, et Rudy Pignot-Malapert

montage Guillaume Lebel

musique Diogène Lacarne

mixage Clément Laforce

étalonnage Cédric Jouan

production déléguée La Compagnie des 9muZ

production associée association LA TRAME
administration de production Christiane Sablayroles

assistant de production Florian Perrudin

chargé de communication Jean-François Manneville

UN GRAND MERCI
à ceux et celles qui ont accompagné ou soutenu le projet De Base et soutenu le film sur PROARTI

dessin de Modeste Richard, association Chez Rita à Roubaix

Entretien avec Boris Claret, Isabelle Dario et Vincent Glenn
réalisateurs de *JE VEUX BIEN*

Quelle est l'origine du projet ?

VINCENT : On se connaissait depuis un certain nombre d'années mais sans beaucoup se voir, Isabelle et Boris habitant à Toulouse et moi à Montreuil… Des circonstances ont fait qu'on s'est rapprochés, c'était un peu avant la réélection d'Emmanuel Macron. Dans ce contexte, on constatait tous les trois une tendance politique qui ne faisait que s'amplifier depuis des décennies : le démantèlement du programme du Conseil National de la Résistance, explicitement souhaité par Denis Kessler lorsqu'il comptait parmi les dirigeants MEDEF. À la sortie de la guerre, dans une France ruinée, une alliance improbable allant des gaullistes aux communistes avait réussi à créer la sécurité sociale. En 2022, dans un pays pourtant devenu très riche, des discours incriminant la sécu et les dépenses sociales avaient gagné les esprits, avec l'idée que "ça coûte un pognon de dingue".

ISABELLE : Le point de départ, c'est qu'on était tous les trois sidérés face à ce constat : un pays qui n'a jamais accumulé autant de richesses … et qui laisse des millions de personnes dans la précarité.

BORIS: J'ai longtemps travaillé dans l'audiovisuel à accompagner le monde associatif. Nous avons pris de plein fouet la période Thatcher/Reagan et j'ai vu comme ont été lentement appauvries l'éducation populaire et la culture. 50 ans que ça dure. En 1995, j'ai réalisé un film avec des Sans Domicile Fixe à Toulouse. D'un coup, les précaires (ce mot qui n'existait pas à l'époque, on disait les clodos, et pour finir les SDF) débarquaient en ville dans une espèce d'indifférence gênée … Cette façon de produire des « invisibles » continue de me déranger profondément. Face à ce ressenti d'appauvrissement collectif, il existe des idées et des mouvements qui tentent d'inverser la vapeur, et il y a un intérêt crucial à les rendre mieux visibles. Comment ne plus être seulement en résistance à ces agressions et ces régressions sociales qui s'imposent par vagues successives ?JE VEUX BIEN démarre avec cette envie de « reprendre l'initiative », comme on dit au rugby, quand la partie s'inverse, quand la dynamique change de camp et que, tu ne sais pas pourquoi, une équipe, tout d'un coup, reprend de l'allant. Dans ce sens, il y avait l'idée de revenu inconditionnel. Quelle qu'en soit l'appellation, ce n'était certainement pas LA solution, mais un point de départ pour une question simple et radicale : « et si on renversait la vapeur ? »

ISABELLE : Une de nos premières intentions était de chercher ce qui pourrait aller dans le sens, non plus des régressions, mais du côté de nouvelles conquêtes : que serait aujourd'hui une extension du domaine de la sécurité sociale, de nos garanties de moyens d'existence ? De là, on a été amené à considérer d'un peu plus près cette idée d'un « revenu inconditionnel » et on s'est rendu compte qu'il y avait un large éventail de propositions portant cette volonté.

VINCENT : Tellement large que cela finit par rendre les enjeux assez confus. Il y a différentes dénominations (revenu d'existence, salaire à vie, revenu de base…) qui révèlent des différends importants quant à la vision du monde du travail. Et même sur ce que « travail » veut dire, dans une société qui structurellement comporte désormais 7 millions de personnes inscrites à France Travail. L'emploi rémunéré devient une denrée rare, sans même que l'on perçoive encore les conséquences de l'irruption des IA, avec de nouvelles vagues de métiers bientôt remplacés par les machines. Cette hypothèse de création d'un revenu inconditionnel conduit à des questionnements politiques essentiels sur nos façons, à l'avenir, de produire et de répartir les richesses.

BORIS : Différentes propositions existent, avec des intentions divergentes voire incompatibles. Dans la Silicon Valley par exemple, une figure de l'IA comme Sam Altman préconise un revenu universel. Avec quelles intentions ? Probablement pas les mêmes que celles d'autres propositions

plus humanistes ou émancipatrices. Comme souvent, un habile détournement des mots peut conduire à nous faire adopter un plan ultra-libéral caché derrière une belle idée. En France, un projet de revenu universel d'activité prévoit la fusion des minima sociaux (RSA et APL notamment). Sous couvert d'une « simplification », il promet plutôt de limiter encore les aides aux plus précaires.

ISABELLE : Ainsi, fin 2022, nous entamons une série documentaire, un travail collectif sur la protection sociale et sa possible extension : une inconditionnalité de nos revenus. L'objectif était de permettre à l'ensemble de nos concitoyens de s'approprier des éléments de compréhension et de débat sur ces enjeux. Alors que nous commencions les tournages, le parlement votait la loi Plein Emploi … qui conditionne l'attribution du RSA à des activités obligatoires ! Nous sommes repartis dans la contre-attaque, dans le traitement de l'urgence après cette nouvelle baffe, en concentrant notre énergie dans film-enquête sur les conséquences humaines de cette loi.

Qu'avez-vous appris en cours de route ?

VINCENT : Une des premières choses que nous avons creusées, c'est cette intention, au cœur de la loi Plein emploi, d'activer les gens. « Activer », ça peut avoir des dehors sympathiques : on va mieux « accompagner » les gens, on va les considérer, on va les mettre dans une logique de contrat et pas de mendicité. On va les sensibiliser à la notion d'utilité a contrario de « l'assistanat », les « rapprocher de l'emploi »... En chemin, on a pu mesurer combien, derrière ces volontés proclamées, il y a une injonction menaçante faite aux allocataires du RSA et aux privé.e.s d'emploi de remplir des formalités chaque semaine et d'y consacrer un temps inouï. Il y a présomption permanente de tricherie ou de ne pas faire assez. Sur une planète en surchauffe, il serait temps de se demander si cet objectif de pousser chacun.e à s'agiter n'importe comment a un sens. À l'écoute des témoignages des allocataires comme de certains conseillers de France travail, nous est revenue cette phrase de Deleuze : "Les pouvoirs ont moins besoin de nous réprimer que de nous angoisser, ou, comme dit Virilio, d'administrer et d'organiser nos petites terreurs intimes." Après ces années consacrées à ce film, c'est ce qui m'apparaît avec le plus de clarté : comment on peut, avec une loi, intimider toute une portion de la population, en l'occurrence sa frange la plus précaire.

ISABELLE : Ce qui est poussé à son paroxysme, à travers cette loi, c'est une société radicalisée dans la coercition, le contrôle. Une société qui ne permet pas d'être serein dans un projet d'existence, dans l'imagination et l'espoir de trouver une place, un sens, un engagement.. Je crois que c'est ça qui m'a le plus marquée au contact de ces gens qui sont au RSA dans des milieux extrêmement différents… De fait il n'y a pas que « les plus pauvres » qui vivent du RSA. Autour de moi, des amis dont le parcours professionnel dans l'audiovisuel ou le spectacle vivant a été sans encombre pendant des années, ont aujourd'hui perdu leur régime d'intermittent. Des gens qui pourtant ont des moyens culturels, des relations, un réseau professionnel et de nombreux atouts mais qui face au rouleau compresseur politique et économique sont aujourd'hui contraints à solliciter le RSA. Tous les trois intermittents du spectacle depuis plus de 30 ans, notre slogan reste : "ce que nous défendons, nous le défendons pour tous".

BORIS : Une des choses marquantes pour moi, c'est la prise de conscience du long processus nécessaire entre le projet de loi et sa promulgation : avant d'arriver au parlement il y a d'abord une intention politique, puis la rédaction des grands principes, puis des délibérations à l'Assemblée nationale, puis des décrets d'applications, et seulement un certain nombre de mois ou d'années plus tard, on mesure les conséquences. On est encore dans la phase où on n'a pas d'études statistiques et sociologiques sérieuses, sur les effets qu'ont produit la Loi Plein Emploi. Mais son annonce a des conséquences immédiates : intimidation et insécurisation. Très clairement, faire peur à une certaine catégorie de gens qui sont déjà précaires en leur disant : attention, si vous ne faites pas tout pour

vous battre et obtenir un des 300 000 postes vacants du côté des ”métiers en tension”, ça ne va pas aller pour vous.

VINCENT : Certains - particulièrement cyniques - sous couvert de traquer les fraudeurs ou d'inciter à l'emploi, jettent littéralement des milliers de personnes dans la rue. Il est très difficile de savoir ce que deviennent les gens quand on leur coupe les vivres. Avant même la loi Plein emploi, par exemple, le département du Finistère a décidé d'une politique de sanction faisant passer en quelques années, le nombre d'allocataires du RSA de 18000 à 13000. Que sont devenus ceux et celles qui sont sortis des radars ? Une procédure judiciaire vise actuellement le Département du Finistère, jugé au tribunal de Brest pour « harcèlement moral institutionnel ». Le président du département, Maël de Calan, est cité à comparaître à la suite de plaintes déposées par la CGT et des allocataires du RSA concernant les méthodes de contrôle.

BORIS : Sur la réalisation à trois : pas simple a priori de tenir ensemble des perspectives, des points de vue, avec des individualités très marquées. Non pour cultiver le compromis mou, mais pour avancer avec des nuances, des tensions dynamiques, et pour travailler la complémentarité des savoirs-faire. Essayer, y compris dans notre travail de réalisation, de mettre en œuvre ce qu'on souhaite pour le monde, quelque chose à l'image de ce que la société pourrait développer : accepter des différences, dépasser les différends en s'accordant finalement sur une mise en œuvre. Il y a une dimension expérimentale dans notre collaboration, où chaque étape porte des découvertes, des remises en questions, et des points d'accords !

Comment inciteriez-vous les gens à aller voir ce film ?

ISABELLE : On est allé à la rencontre de personnes extrêmement diverses, des allocataires avec des parcours très différents, une magistrate, des universitaires, des syndicalistes, qui ne sont pas en posture d'experts, mais dans leurs pratiques. J'y ai découvert mille choses qui étayent ma propre réflexion. Quand on tire le fil de "qu'est-ce que c'est la protection sociale" toutes sortes de questions arrivent en écho : C'est quoi le travail ? C'est quoi l'emploi ? C'est quoi ma fonction sociale ? Est-ce que je me sens utile, pas utile ? Qu'est-ce qui sert ? Qu'est-ce qui aliène ? Qu'est-ce qui libère ? Là, le champ est passionnant, je trouve que dans le film, on donne un bout de ce fil à tirer, et chacun pourra y trouver quelque chose qui va le toucher.

VINCENT: On a essayé pendant plusieurs années de confronter nos analyses, de hiérarchiser les informations, d'écouter toutes sortes de points de vue et de documenter de façon exigeante. Non pas avec une quelconque « neutralité », mais en allant chercher des personnes formulant des énoncés clairs et des données vérifiées.

ISABELLE : Je pense aussi que, dans le moment très particulier qu'on vit, à quelques mois d'une échéance électorale dont l'issue est très incertaine, le film devrait permettre de s'interroger collectivement sur notre façon d'aborder les précarités, d'interroger ce que certain.e.s nomment « assistanat ». Parler d'assistanat, ça cache une autre dimension plus essentielle et à laquelle la plupart des électeurs sont sensibles : la montée de la pauvreté.

VINCENT : Cette question de la pauvreté dans un monde pourtant en bien des points saturé, avec un épuisement des ressources et un épuisement des gens, qui se traduit par la multiplication insensée des « burn out », peut aussi conduire à une question miroir : qu'est-ce que c'est que la richesse ? Nous évoquons au gré des rencontres et des entretiens comment valoriser une richesse de toutes et tous, un élan, une dynamique, une vitalité qui n'est pas liée à l'impératif de performance technologique, mais à l'émergence d'une culture du vivant et de la richesse collective.

ISABELLE : Les burn out ont frappé 2,5 millions de salariés en 2024 ! Des gens qui ont un emploi, qui produisent et contribuent à de la production dite de « richesses ». Avec le conditionnement du RSA, on pousse aussi les gens qui n'ont pas d'emploi vers des formes de burn out. Dans le film, on sent aussi à quel point on est une grande majorité à être acculés par cette pression psychologique par rapport à l'emploi : la peur n'incite pas les gens à trouver le chemin d'une utilité sociale choisie et on ne leur accorde aucune reconnaissance.Le biologiste Olivier Hamant parle avec force de la notion de robustesse. Il oppose celle-ci à la dimension obsessionnelle de la performance, qui aboutit paradoxalement à des êtres et à des sociétés très vulnérables. Quelles évolutions nous conduiraient à une robustesse sociale, qui nous sorte du culte maladif et délétère de la performance et de la compétition ?

BORIS: Venir voir notre film c'est renouer avec l'inspiration du Conseil National de la Résistance. Dans un pays ruiné, leurs priorités n'étaient pas la reconstruction technique mais l'établissement d'une structure sociale pour que le pays puisse se relever. Ils ont d'abord pensé à fonder la solidarité et la sécurité. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à une guerre climatique, une guerre sociale, et des guerres tout court à quelques milliers de kilomètres, avec des problèmes énergétiques, alimentaires, sanitaires... On n'en sortira pas sans svoir organiser les luttes dans la solidarité. Dans une société largement structurée autour du « tous contre tous », c'est un vrai challenge. Notre film éclaire l'importance vitale de la question sociale. C'est la clé de voûte de ce qui sera possible pour sortir l'humanité de ces risques existentiels. Et comme but n'est pas de rajouter de l'angoisse à l'angoisse : tout cela si possible de façon joyeuse !

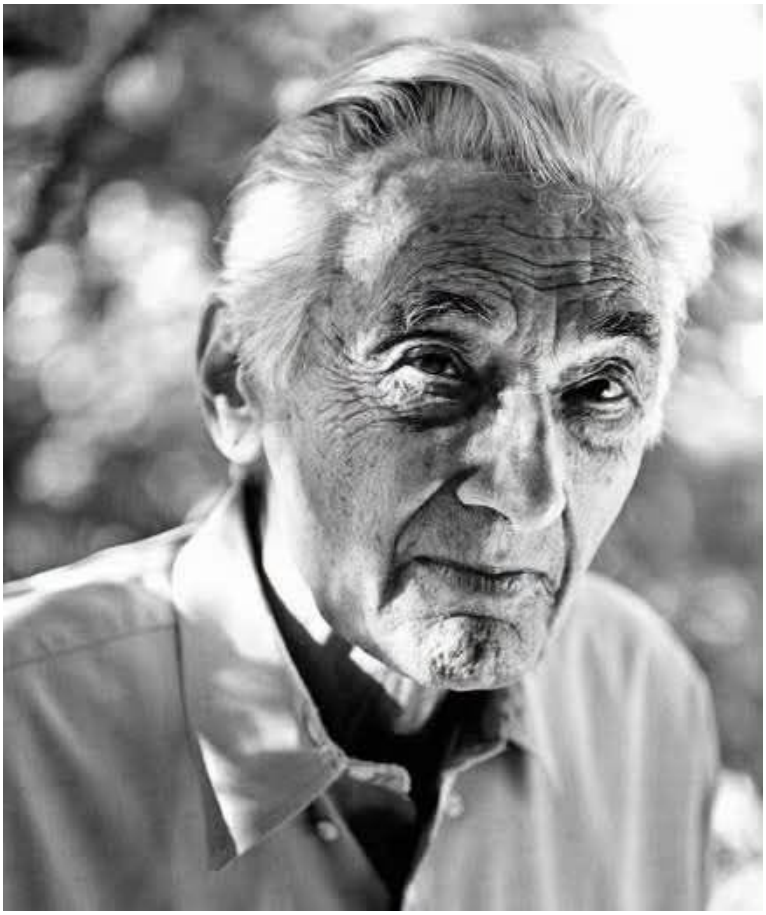
VINCENT : Malgré l'énoncé de choses parfois très dures, nous avons travaillé pour un film tout sauf plombant, et qui, on l'espère tous les trois, donnera plutôt envie de se bagarrer en faveur de nouvelles conquêtes, et de ne pas se laisser enfumer. L'ensemble représente un réservoir argumentaire tel que quiconque se retrouvera sur un plateau télévisé chez BFM ou en débat familial lors des élections, aura de quoi répondre, et plutôt sur un mode offensif et constructif.

ISABELLE : Si le film documente le conditionnement du RSA et ses conséquences, il vise aussi à déconstruire certains refrains moralisateurs autour des « assistés » ou de « ceux qui ne sont rien ». Ce qui nous a réjoui, au fil de l'aventure, c'est de s'apercevoir que face à la loi Plein emploi, il y a une levée de mobilisations . À travers la coalition RSA, plus de 20 associations et syndicats ont déposé un recours devant le Conseil d'Etat contre le décret Santion cette loi. À eux tous, ils montrent qu'il y a de l'énergie pour lutter et nous serions très heureux que le film puisse aussi accompagner un tel combat.

JE VEUX BIEN

AU CINEMA LE 14 OCTOBRE 2026

EN PARTENARIAT AVEC :

« Garder espoir en des temps difficiles ne relève pas d'un idéalisme naïf. Cela repose sur le fait que l'histoire humaine n'est pas seulement faite de cruauté, mais aussi de compassion, de sacrifice, de courage et de bonté. Ce sur quoi nous choisissons de mettre l'accent dans cette histoire complexe déterminera nos vies. Si nous ne voyons que le pire, cela anéantit notre capacité à agir. Si nous nous souvenons de ces moments et de ces lieux — et ils sont si nombreux — où les gens ont fait preuve d'une grandeur admirable, cela nous donne l'énergie d'agir et, à tout le moins, la possibilité d'orienter autrement ce monde qui tourne follement. Et si nous agissons, aussi modestement soit-il, nous n'avons pas besoin d'attendre un grand avenir utopique. L'avenir est une succession infinie de présents ; vivre dès maintenant comme nous pensons que les êtres humains devraient vivre, en bravant tout ce qui est mauvais autour de nous, constitue en soi une victoire merveilleuse. »

Howard Zinn